



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation

- n°227, hebdomadaire, lundi 3 février 2020

Retour à un rythme
hebdomadaire
jusqu'à la retraite !

La Mauvaise Herbe n°6
la revue de la Cnt-éducation
Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/fte



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Contre la réforme des retraites

L'action permanente

9^e journée interprofessionnelle jeudi 6 février

Répressions en continue pour composer les épreuves du Bac Blanquer

Lire le communiqué de la CNT
en Une du site et page 2



Déambulations, marches aux flambeaux..., les semaines se suivent et les actions aussi. Mais cette semaine, les lycéennes et les lycéens, les profs opposés aux épreuves du Bac Blanquer, E3C, ont payé cher leurs refus (lire page 2).

Mercredi 29 janvier, pour la 8^e journée interprofessionnelle de grève contre la réforme des retraites à points à Rodez, la pluie et le froid n'ont pas encouragé les manifestant.es un peu moins nombreux /euses, comme à Bordeaux. A Lyon, 7000 grévistes ont défilé et encore beaucoup de monde à Paris, 180.000 selon la CGT...

Jeudi 30 janvier, devant le Conseil Economique et Social, métro Iéna à

Paris, où se tenait la fumeuse conférence sur le financement de la contre-réforme, le *Front des luttes* avait appelé à un rassemblement avec la participation des AG interpro de Montreuil-Bagnolet et Paris. Action symbolique et nécessaire.

Cette semaine, contre les E3C, d'autres rendez-vous sont prévus. Ce mouvement touche de plus en plus de lycées, près de 500, soit la moitié des établissements du secondaire. Blanquer reste sourd, méprisant et droit dans ses bottes. Pour combien de temps encore ?

Jeudi 6 février, l'intersyndicale nationale appelle à une 9^e journée interpro. Ecoles, collèges, lycées, facs : toutes fermées ?!

Réponse des enseignant·e·s à la tribune des chef·fe·s du SGEN-CFDT

Dans une tribune publiée lundi 27 janvier dans le quotidien Le Monde, une cinquantaine de chef·fes d'établissements parisiens demandaient à ce que "cessent les blocages". Les collègues du Lycée d'Alembert dans le 19è ont publié mercredi une réponse.

Nous avons été surpris de voir à travers votre tribune que vous étiez capables de vous mobiliser.

Nous aurions aimé vous voir prendre la plume pour dénoncer l'humiliation violente des forces de l'ordre envers des élèves de Mantes-la-Jolie en décembre 2018.

Nous aurions aimé vous voir vous insurger lorsqu'un élève perd un œil devant son lycée suite à un tir de LBD.

Nous aurions aimé vous voir vous soulever contre les réformes successives du baccalauréat général et de la voie professionnelle, vous qui êtes si soucieux du devenir des élèves les plus fragiles et qui laissez néanmoins s'opérer un tri social ravageur.

Nous aurions aimé vous voir faire des déclarations pour soutenir les enseignant·e·s en grève qui s'opposent à la mise en place des premières épreuves du baccalauréat, parce qu'elles sont injustes et vont continuer de creuser les inégalités.

Enfin, nous aurions aimé vous voir descendre dans la rue pour défendre une retraite digne pour toutes et tous plutôt que de défendre un droit à travailler qui n'est qu'un droit à se faire exploiter, auquel vous prenez une part de plus en plus significative.

Si parfois vous rencontrez des difficultés pour la gestion de l'ordre pendant les blocages, sachez que d'autres personnels de direction, réellement soucieux de l'apaisement et de la protection des élèves, demandent à la police de ne pas intervenir et mettent à disposition des salles pour respecter le droit de se réunir.

En signant cette tribune, vous avez choisi d'obéir sans discernement aux consignes ministérielles.

À vrai dire ce n'est pas une surprise. Avec l'autonomie des établissements, la mise en place des entretiens de carrière, les attributions d'indemnités pour missions particulières, vous avez accru votre pouvoir sur la carrière des enseignant·e·s. Ce pouvoir va encore s'accroître quand vous allez être en mesure de recruter les enseignant·e·s en dehors du cadre des mutations. Alors, vous avez peut-être une charge de travail qui augmente, mais c'est essentiellement pour un travail inutile, si ce n'est nocif pour les personnels et les élèves. Et nous ne parlons pas, spécifiquement à Paris, de tous les projets que vous imposez aux équipes, sous couvert pédagogique, pour faire que les vitrines numériques des établissements brillent, au seul service de vos carrières et des primes que vous obtenez grâce à notre travail.

Nous qui travaillons réellement au quotidien pour nos élèves dénonçons la violence de votre propos et vous souhaitons bonne chance pour faire face à vos équipes après cette prise de position.

Paris, le 28 janvier 2020

Violences policières en continu pour imposer les épreuves du nouveau bac, les E3C

Elèves enfermées dans la cour du lycée Montesquieu à Bordeaux ; flics à l'entrée du lycée Gabriel Fauré à Paris pour contrôler les carnets de correspondance ; surveillance des réseaux sociaux des lycéens à La Rochelle pour anticiper les blocages et sanctionner ; dix voitures de police dans l'enceinte du lycée Paul Valéry mercredi et quatre élèves du lycée Ravel toujours à Paris en gardes à vue plus de 24 heures..., Blanquer manie la matraque pour imposer son bac. Samedi 1er février, lors d'une conférence de presse à la Bourse du Travail Turbigo à Paris, la LDH et les syndicats ont dénoncé ces violences et se sont engagés à organiser un rassemblement* jeudi 6 février à 11h. devant le ministère avant la manifestation contre les retraites à points prévue en début d'après-midi. Inquiétante école de la "confiance" que celle de la matraque.

*En régions : Grenoble, Dijon (14h) et Rennes (15h) devant les rectorats mercredi 5